



---

## 68<sup>e</sup> Session de l'Assemblée générale

# Dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement

New York, le 3 octobre 2013

Déclaration de Madame la Conseillère fédérale Simonetta Sommaruga,  
Ministre suisse de la Justice et de la Police

---

Monsieur le Président,

Longtemps pays d'émigration, la Suisse connaît aujourd'hui un taux d'immigration parmi les plus élevés au monde. L'immigration contribue beaucoup à son développement – économique, social et culturel. Et pourtant, dans certains milieux, des voix s'élèvent pour demander une limitation de l'immigration.

Il en va autrement dans bien d'autres pays européens qui essaient, au contraire, d'attirer plus de migrants pour pallier la pénurie de main-d'œuvre dans de nombreux secteurs de leur économie. Par ailleurs, des ressortissants de pays européens particulièrement touchés par la crise financière vont tenter leur chance sur d'autres continents.

Ces exemples le montrent : la migration est en mutation constante et, avec elle, les exigences à l'égard des Etats. De nombreux pays sont aujourd'hui à la fois des Etats d'origine, de transit et de destination. En clair : des pays très divers, de différents continents, ont des points communs en matière de migration. Il faut y voir une formidable opportunité : en effet, quand il y a des points communs, il y a automatiquement des possibilités de coopération.

Pour promouvoir cette coopération, la Suisse recourt, au niveau bilatéral, aux partenariats migratoires. Sur la base d'un dialogue régulier, nous réalisons des projets communs pour apprendre les uns des autres et trouver des solutions aux problèmes – dans le domaine de la migration régulière comme dans celui de la migration irrégulière.

Mais les questions d'importance régionale ou mondiale ne peuvent être traitées dans le seul cadre de la coopération bilatérale ; celle-ci doit être complétée par un dialogue multilatéral. En 2004, la Suisse a lancé l'Initiative de Berne, première étape d'un effort continu qu'elle a engagé en vue de favoriser un dialogue ouvert sur la migration.

---

Dans un dialogue, il faut des partenaires solides. Je voudrais rendre un hommage particulier au rôle important joué dans ce contexte par Sir Peter Sutherland. Le programme d'action quinquennal de la société civile constitue une contribution constructive à ce dialogue de haut niveau et à la suite du processus.

Nous saluons également les décisions prises récemment par le Groupe mondial sur la question migratoire, dont nous continuerons de soutenir les activités. Cependant, la Suisse voudrait également inviter le GMG à examiner la possibilité d'un débat conjoint sur la manière de faire de ce groupe un partenaire plus solide sur les plans politique et opérationnel.

La question d'un dialogue sur la migration et le développement doit rester inscrite à l'ordre du jour de l'ONU. Nous sommes convaincus de l'utilité d'organiser des dialogues de haut niveau réguliers. De telles rencontres permettent de dresser un état des lieux et d'établir un programme d'action au niveau politique. Elles complètent ainsi les processus menés au niveau des experts, comme le Forum mondial sur la migration et le développement. La Suisse continuera d'apporter son entier soutien au FMMD, qui constitue la principale plateforme étatique de dialogue au niveau mondial.

Monsieur le Président,

Le programme d'action en huit points que le Secrétaire général présente dans son rapport recueille notre pleine adhésion. Permettez-moi d'en souligner trois aspects :

Premièrement, la traite des êtres humains constitue une violation inqualifiable des droits humains les plus fondamentaux de femmes, d'enfants et d'hommes. Il est de notre devoir de prévenir ce trafic, de protéger les victimes, de punir les coupables et, à cet effet, d'unir nos forces au sein de partenariats. Déterminée à mettre un terme à cette forme moderne d'esclavage moderne, la Suisse a consigné ces principes dans un plan d'action national.

Deuxièmement, bien que cela ne figure pas expressément dans le cadre actuel, il est largement admis que la migration a grandement contribué à la réalisation des OMD. La Suisse va déployer des efforts pour que la dimension de la migration soit prise en compte dans tous les domaines pertinents du cadre post-2015.

Troisièmement, la Suisse appuie l'appel lancé par Secrétaire général en faveur d'une meilleure protection des droits de l'homme des migrants. Partout dans le monde, les migrants ont à faire face à des situations terribles. Pour assurer une protection efficace de leurs droits, il est nécessaire que tous les acteurs impliqués s'engagent dans une approche pragmatique et coordonnée.

Monsieur le Président,

Une étroite coopération internationale, pour importante qu'elle soit, ne saurait affranchir un Etat de ses responsabilités.

C'est aux Etats qu'il incombe en premier lieu de protéger les droits des migrants, de favoriser leur intégration, tout en attendant de leur part qu'ils contribuent à une coexistence harmonieuse avec la population d'accueil. Il est indispensable que les Etats assument leurs responsabilités à cet égard pour que la migration puisse déployer ses bienfaits pour le développement de nos sociétés.

Je vous remercie.

Mr President

For a long time, Switzerland was a country of emigration. Today, measured against the country's population, Switzerland has one of the highest rates of immigration worldwide. Immigration makes an important contribution to Switzerland's economic, social and cultural development. Nevertheless there are circles that wish to restrict immigration.

This is not so in many other European countries: they are trying to attract more migrants because they have a shortage of labour in many sectors. At the same time Europeans in countries particularly affected by the financial crisis are seeking new prospects in other continents.

These examples show: migration is constantly changing and with it the demands it places on states. Today many countries are at once countries of origin, transit and destination. This means very different countries in different continents have things in common when it comes to migration. This is an important chance: where there are similarities, there are automatically opportunities for cooperation.

Switzerland fosters this cooperation through bilateral partnerships on migration. On the basis of regular dialogue, we carry out joint projects to learn from each other and find solutions to problems – in the areas of regular as well as irregular migration.

For issues of regional or global significance, bilateral cooperation does not go far enough, however. It needs to be complemented by multilateral dialogue. With the Berne Initiative in 2004, Switzerland took the first step in a continuous effort to foster open dialogue on migration.

Dialogues need strong partners. I would particularly like to acknowledge the important role of Sir Peter Sutherland and the valuable work of civil society in this regard. The five-year action agenda is a constructive contribution to this high-level dialogue and beyond.

We also welcome the recent decisions of the GMG and will continue to support its work. However, Switzerland would also like to invite the GMG to consider the opportunity of a joint debate on how to make the group a stronger partner at policy and operational level.

A dialogue on migration and development should remain on the UN agenda. We are convinced of the value of regular high level dialogues. These allow us to take stock of the situation and set the agenda at the political level. At the same time, they complement expert-level processes such as the GFMD, to which Switzerland will continue offer full support, as the main state-led platform for global dialogue.

Mr President

The report by the UN secretary-general outlines an eight-point agenda for action we can fully subscribe to. Let me highlight three aspects of this agenda:

Firstly, human trafficking is an unspeakable violation of the most fundamental human rights of women, children and men. It is our duty to prevent trafficking, protect the victims, punish the perpetrators and join forces through partnerships. Switzerland has recorded these principles in a national action plan and is determined to put an end to this modern form of slavery.

Secondly, although not formally reflected in the current framework it is widely acknowledged that migration has contributed significantly to the achievement of the MDGs. Switzerland will work for the integration of migration in all relevant fields of the post-2015 framework.

Thirdly, Switzerland endorses the secretary-general's call for better protection of the human rights of migrants. Migrants around the world find themselves in terrible situations. A pragmatic and coordinated approach among all actors is needed to effectively protect the rights of migrants.

Mr President

Strong international cooperation is important. It cannot, however, free a state of its responsibilities.

States carry the primary responsibility for protecting the rights of migrants and helping them to integrate, while expecting them to contribute to the harmonious life of their communities. Our societies will only enjoy the benefits of migration when the state meets its responsibilities in this regard.

Thank you.